

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 20/06/5

SEANCE DU 3 JUIN 2020
L'AN DEUX MILLE VINGT ET LE TROIS JUIN à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	31	2	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Marie-Dominique GABRIELLI, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Hélène DEROSES, Patrick JOLI, Stanislas ROQUEBERT, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPPE, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO.

REPRESENTES :

Carine BESSON (représentée par Michel THUILIER), Katell LE BLEIZ (représentée par Christine DEL NERO).

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>	<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>	

OBJET : Mise en œuvre de l'exercice du droit à la formation des élus locaux et détermination des crédits alloués

Monsieur le Maire informe l'assemblée que le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit et organise en ses articles L 2123-12 et 13 notamment le droit à la formation des élus locaux. A cet effet, le conseil municipal doit se prononcer sur ce droit dans les 3 mois qui suivent son renouvellement.

De façon plus formelle, Monsieur le Maire précise à chaque membre du conseil municipal que l'exercice de cette possibilité nécessite que soit réalisée une demande écrite et personnelle de l' élu. Une réponse ministérielle a confirmé que la formation sollicitée doit porter sur l'acquisition de compétences et connaissances directement liées à l'exercice du mandat d' élu.

Ce droit ouvert à chacun de 18 jours par mandat (3 jours par an) nécessite une inscription budgétaire annuelle qui ne constitue pas au sens comptable et juridique une dépense obligatoire. Il est proposé à cet effet, d'inscrire pour le paiement de ces formations, un crédit annuel de 3 000 € auquel s'ajoute le crédit lié aux frais annexes (déplacement, ...).

Monsieur le Maire rappelle enfin que la formation pour être validée, devra être dispensée par un organisme de formation agréé par le Ministère de l'Intérieur (liste d'organismes qui peut être mise à disposition de chacun).

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2123-12 et 13,

Vu la délibération du 23 mai 2020 actant le renouvellement du conseil municipal,

Vu la loi du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. ADOPTE les conclusions organisant le droit à la formation des élus du conseil municipal.
2. CONFIRME que le crédit lié à la formation des élus est fixé par an à 3 000 € auquel s'ajoutent les crédits pour frais de séjour et déplacement.
3. DIT que la dépense est prévue aux comptes 021/6532 et 021/6535.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

